

Recherches sociographiques



Christian MORISSONNEAU : *La société de géographie de Québec*

Pierre Saint-Arnaud

Volume 13, numéro 3, 1972

Idéologies et politiques étudiantes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055596ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055596ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saint-Arnaud, P. (1972). Compte rendu de [Christian MORISSONNEAU : *La société de géographie de Québec*]. *Recherches sociographiques*, 13(3), 414–416. <https://doi.org/10.7202/055596ar>

qu'un jour, alors qu'il bûchait dans sa sucrerie, il vit apparaître la Vierge Marie qui s'avança « toute dorée de lumière » revêtue de sa longue tunique « couleur de firmament ». Il trimait depuis le matin, « abattait l'eau » de fatigue. S'essuyant les yeux pour mieux y voir, prêt à défaillir de surprise et d'épuisement, il la vit se pencher vers lui et lui dire avec douceur : « slack, Ti-Petit, slack, Calvaire ! » (p. 48)

On voit rire Robert Cliche, de tous les traits de son visage. Mais le conseil de la Vierge n'est pas seulement cocasse, il est fort significatif de ce que certains appellent nos contradictions, d'autres notre culture. Une Vierge qui parle « joual » et qui « sacre » pour mieux se faire entendre, n'est-ce pas un merveilleux révélateur ? Une analyse seconde des données que nous présentent Madeleine Ferron et Robert Cliche en décelerait bien d'autres. Elle pourrait montrer comment les pratiques sociales de la Beauce étaient interprétées par les représentations religieuses, et celles-ci par celles-là, en métaphore les unes des autres : l'avocat qui plaidait devant les jurés exigeait des honoraires plus élevés parce « qu'une grand-messe coûte plus cher qu'une basse messe » (p. 151) ; mais quand, devant le corps d'un défunt, on fait chevaucher avec aisance les deux versets de l'Ave Maria, on dit « un chapelet en bardeaux » (p. 45).

On regrette un peu que la politique tienne peu de place dans ce petit livre, et surtout qu'elle soit limitée aux élections municipales et aux élections de marguilliers. Pourtant Robert Cliche a certainement beaucoup à dire sur cette activité pour laquelle la Beauce est justement réputée, et à laquelle il a consacré une bonne partie de sa vie. Notons ce jugement qui est porté sur les créditistes, et qui vaut bien des analyses sociologiques :

« Alors qu'au début, les créditistes luttaient contre l'oligarchie existante, maintenant ils contestent cette société nouvelle qui a chambardé les traditions, sans apporter, en compensation, l'équilibre promis. Le partage du revenu national est le rêve du retour à la vie communautaire et égalitaire qui était la leur, dont ils contrôlaient les rouages. Ils opposent le « bon sens » (ou réflexion personnelle) au nivellement des esprits par l'instruction. Qu'on soigne la communauté entière, mais que ce soit l'individu qui paie avec l'argent de l'État. Le Crédit Social mène une lutte obscure et maladroite contre la dépersonnalisation. » (p. 23)

On attend donc la suite, en songeant qu'il faudrait nous dépêtrer un peu plus de nos fonctions, de nos manuels et de nos techniques respectables, pour aller retrouver simplement les gens, sur *leur* terrain.

Vincent LEMIEUX

*Département de science politique,
Université Laval.*

Christian MORISSONNEAU, *La Société de Géographie de Québec. 1877-1970*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1971.

Les personnages scientifiques importants des dix-huitième et dix-neuvième siècles, l'activité et le rayonnement des sociétés dites savantes figurent parmi les grands « laissés pour compte » de notre historiographie québécoise. N'est-ce pas là un refrain connu ?

L'ouvrage de Christian Morissonneau, consacré à un historique de la Société de Géographie de Québec (unique institution du genre au Canada jusqu'en 1929) entend combler un peu cette lacune.

Le corps du livre comprend six chapitres. Dans le premier, l'auteur discute l'orientation de la Société à son tout départ, en 1877, au moyen de deux éléments de comparaison : les Sociétés de géographie à travers le monde, le milieu québécois de la seconde moitié du siècle. Puis vient un bloc de trois chapitres couvrant ce que Morissonneau appelle les « grandes heures » de la Société (1877-1926) : d'abord, les « figures marquantes et campagnes d'exploration », ensuite les pressions et réalisations de la Société en rapport avec le « développement du territoire », enfin le même genre d'efforts de la Société sur le double plan de « l'éducation et de la culture ».

Le cinquième chapitre s'attarde sur une période longue de vingt ans (1927-1947) que l'auteur qualifie d'« assoupissement » : la Société traverse une crise à la fois d'identité et d'orientation. Le dernier chapitre enfin retrace les activités de la Société depuis 1948 jusqu'à aujourd'hui : grâce à un « nouveau style » et à une « réorganisation interne », la Société, d'après Morissonneau toujours, s'est redonné un nouvel élan, un nouveau dynamisme qui n'ont pas cessé depuis de croître.

L'auteur n'a pas économisé ses sources de référence : aussi le lecteur a-t-il droit à une reconstitution riche en faits marquants, en dates importantes — presque un journal de bord parfois — pour chacune des trois grandes périodes de développement de la Société. Les exemples abondent pour montrer comment cette dernière, après avoir longtemps fluctué entre l'organe patriotique et le groupe de pression multiforme, s'est graduellement polarisée autour des aspects culturel et éducatif des connaissances géographiques pour enfin, dans les années plus récentes, se faire le fidèle écho des progrès de la *science* géographique, une fois cette science institutionnalisée à Laval, en liaison étroite avec l'histoire. Ajoutons que Morissonneau a complété son historique par un précieux assortiment de documents, photos, tableaux statistiques, cartes, appendices (quinze au total).

L'ouvrage n'est toutefois pas exempt de défauts. J'ai été, pour ma part, agacé par l'incessant retour en arrière de l'auteur tandis qu'il introduit l'un après l'autre les nombreux thèmes (il n'y en a pas moins d'une dizaine) de la période initiale 1877-1926. À chacun des sujets abordés (explorations, chemins de fer, colonisation, enseignement...), on doit en quelque sorte recommencer une nouvelle petite histoire de la Société : voilà qui rend compliqué de se faire un portrait d'ensemble cohérent.

Autre trait, qui déplaira ou ne déplaira pas suivant les tempéraments : le ton de Morissonneau est de circonstance, c'est-à-dire souventes fois louangeur voire même exclamatif aux endroits « stratégiques ». Il n'est peut-être pas inutile de rappeler, à ce propos, que l'ouvrage fut commandé expressément pour souligner le quatre-vingt-dixième anniversaire de fondation de la Société à Québec (Préface, VIII). S'aperçoivent enfin, ici et là, diverses coquilles typographiques.

Mais je voudrais terminer en insistant sur une qualité particulière du livre. Même si l'auteur ne s'est pas donné d'abord comme but de faire l'histoire de la discipline géographique au Québec, il n'en aligne pas moins quantité de faits pertinents en la matière à travers son historique de la Société : les rapports des arpenteurs-géomètres, la littérature géographique dans les œuvres des non-géographes, le travail des géographes-

enseignants, etc. Ces faits, et d'autres encore, ne pourraient-ils pas être développés pour eux-mêmes dans un ouvrage ultérieur ?

Pierre ST-ARNAUD

*Département de sociologie,
Université Laval.*

L'étudiant québécois. Défi et dilemmes, Québec, Ministère de l'éducation, 1972, 364 p.

Ce recueil présente sept rapports de recherche contribuant, de façon diverse, à « mettre en évidence les aspirations profondes qui apparaissent et se développent chez les étudiants (...) (afin de) connaître les répercussions des changements (au niveau des structures) sur les intéressés (...) » (IX-X). La publication de ces rapports est bienvenue, puisqu'elle constitue un démenti au « mythe des tiroirs » voulant que les ministères regorgent de recherches précieuses qui demeurent inutilisées et inaccessibles. Notons cependant que trois des recherches présentées n'ont pas été effectuées au Ministère, mais simplement commanditées par celui-ci ; ce sont d'ailleurs les plus intéressantes : les recherches du Ministère ayant apparemment pour objectif d'apporter des informations politiquement utiles à court terme, elles partent d'une problématique également plus « courte ». Une autre caractéristique frappera peut-être le lecteur : dans l'ensemble, les chercheurs n'ont pas cherché à présenter une analyse explicative froide, ils ont presque tous inséré dans leur texte, de façon plus ou moins nette, une apologie de la jeunesse étudiante.

I. Suzanne FONTAINE et Daniel MONNIER, « L'élève du secondaire face à la réforme scolaire ».

La première recherche se penche « sur la dimension humaine de l'école polyvalente » (3). On y analyse l'impact du type d'école sur certaines attitudes et représentations des étudiants qui la fréquentent. On propose en conclusion que ces différents milieux scolaires donnent des « images différentes du cheminement propre à l'implantation de la polyvalence » (47). L'analyse reste descriptive et le diagnostic diffus : on dégage un portrait de chacune des cinq écoles étudiées mais la typologie proposée est insuffisamment systématique ; on n'a pas dégagé des résultats les critères qui puissent fonder une typologie générale de l'école polyvalente.

II. Roland OUELLET, Antoine BABY et Pierre-W. BÉLANGER, « Les orientations des étudiants du cours collégial ».

Cette recherche analyse la perception des étudiants de niveau collégial à l'endroit de différentes carrières et la manière dont l'organisation scolaire, telle que perçue, influence leur choix. L'échantillon comprend deux cegeps et deux collèges classiques du Québec métropolitain ; le taux de réponse varie entre 70% et 80%, selon le niveau scolaire. La comparaison entre aspirations et prévisions professionnelles fournit une mesure d'accessibilité perçue pour les professions : celles où on prévoit entrer plus qu'on n'y aspire sont classifiées « professions-refuge » (éducation, administration et